



Commission économique pour l'Europe

Comité directeur des capacités et des normes commerciales

Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation**Trente et unième session**

Genève, 24-26 novembre 2021

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

Initiative sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre**Rapport d'activités de l'Initiative sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre pour la période 2020-2021****Document soumis par le secrétariat***Résumé*

En 2016, le Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation a lancé l'Initiative sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre afin d'assurer une représentation plus équilibrée des hommes et des femmes dans l'élaboration des normes et de veiller à ce que le contenu et les effets des normes, une fois mises en application, tiennent compte des questions de genre. Le présent document rend compte des travaux accomplis dans le cadre de l'Initiative en 2021.

Décision proposée :

Le Groupe de travail adopte le *Rapport d'activités de l'Initiative sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre pour la période 2020-2021*. Il invite les États membres à engager avec les organismes de normalisation qui relèvent de leur autorité un dialogue en vue de les inciter à signer la *Déclaration de la Commission économique pour l'Europe sur les normes et l'élaboration des normes tenant compte des questions de genre*. Enfin, il prie le secrétariat de poursuivre ses efforts de sensibilisation et de lui rendre compte à sa prochaine session des activités qu'il aura menées.



I. Introduction

1. Les activités menées dans le cadre de l'Initiative de la CEE sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre n'ont jamais eu autant d'importance. Tandis que la pandémie continuait à s'imposer dans nos vies et que nous nous efforcions tous de nous libérer des confinements et des restrictions de 2021, nous avons aussi continué à acquérir davantage de connaissances sur les incidences plus sévères de l'épidémie sur les femmes. L'inégalité des incidences de la pandémie n'a pas été causée par celle-ci ; la pandémie a brutalement mis en évidence des inégalités sociétales et structurelles sous-jacentes. Si nous voulons un jour pouvoir mettre fin à ces inégalités, nous devons nous attaquer aux cadres et aux structures qui les perpétuent. Pour cela, il est très utile de veiller à ce que toutes les normes tiennent compte des questions de genre. Les normes tenant compte des questions de genre ne seront pas uniquement de meilleures normes (pour les femmes comme pour les hommes) ; grâce à elles, les produits, services et systèmes auxquels elles se rapportent donneront les mêmes résultats aux hommes et aux femmes qui les utiliseront ou qui en dépendront. En 2021, nous nous sommes donc concentrés sur les activités des équipes de projet, constituées dans le cadre de l'Initiative (voir ci-après pour en savoir plus), qui élaborent des outils et des ressources permettant aux organismes de normalisation de produire des normes tenant compte des questions de genre.

II. Équipes de projet

A. Équipe de projet 1 sur la mise en commun des savoirs et la formation

2. Les spécialistes qui font partie de cette équipe de projet finissent d'élaborer une enquête visant à recenser et collecter des outils et des ressources, y compris des supports de formation, auprès des organismes de normalisation. Il s'agit de recueillir un maximum d'informations sur les outils et les ressources, y compris les supports de formation, les études, les plans d'action pour l'égalité des sexes et tous les besoins non satisfaits, afin de faciliter la mise en place d'une plateforme de ressources sur les normes tenant compte des questions de genre.

3. L'enquête devrait être mise au point d'ici à novembre 2021. Elle pourrait être diffusée au premier trimestre de 2022, à la suite de la réalisation d'un test en décembre 2021/janvier 2022. On commencerait alors à rassembler les informations, lesquelles pourraient être consultées par les deux autres équipes de projet à la mi-2022.

B. Équipe de projet 2 sur une méthode de conception et d'élaboration de normes tenant compte des questions de genre

4. Les spécialistes qui font partie de cette équipe de projet rédigent des lignes directrices sur la façon d'élaborer des normes tenant compte des questions de genre. Un projet de lignes directrices est attendu sous peu en vue de son examen en interne par le WP.6, avant une consultation plus large. Le public visé par ces directives comprend les membres des comités techniques et les concepteurs des normes. L'objectif est de faire en sorte que le document soit concis et pratique. Les points traités dans ce document sont les suivants :

- La nécessité de normes tenant compte des questions de genre ;
- Le recrutement et le maintien de femmes au sein des comités techniques et parmi les participants à l'élaboration des normes ;
- La tenue de réunions inclusives ;
- Les méthodes permettant de s'assurer que les normes tiennent compte des questions de genre, indépendamment des personnes qui siègent dans les comités de l'organisme de normalisation.

C. Équipe de projet 3 sur la mise en place d'un réseau

5. Les spécialistes qui font partie de cette équipe de projet ont participé et participeront à un certain nombre d'événements visant à faire connaître les activités menées dans le cadre de l'Initiative sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre :

- Une session en marge de la Conférence internationale sur le développement durable 2021, sur le thème suivant : « Parvenir à l'égalité des sexes pour les 17 objectifs de développement durable en éliminant les disparités hommes-femmes en ce qui concerne les savoirs et les normes ». Cette session doit se tenir le 21 septembre 2021¹ ;
- Une session du Commonwealth Standards Network consacrée à l'Initiative sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre, qui s'est tenue le 30 mars 2021².

6. Des contacts ont été établis avec le Groupe de travail de la sécurité passive (GRSP), organe subsidiaire du Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules (WP.29), dans le but de comprendre les causes véritables des inégalités hommes-femmes dans les résultats enregistrés pour les dispositifs de retenue passifs installés à l'intérieur des véhicules, y compris le rôle que les normes peuvent jouer. À leur réunion de novembre 2021, les membres de l'Initiative sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre continueront de réfléchir à la façon d'appuyer officiellement les travaux du Président du GRSP.

III. Réunions en 2021

7. En 2021, l'Initiative sur l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre a tenu une réunion plénière consacrée aux normes en tant qu'outils d'émancipation économique des femmes. Ont participé à cette réunion 53 experts, dont 41 femmes. Les entités suivantes y ont fait des exposés :

- Ministère de l'économie, de l'énergie et de la stratégie industrielle du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : exposé sur les recherches menées par le Gouvernement dans le cadre du mécanisme UK Aid et du programme Work and Opportunities for Women (WOW), financés par le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO) ;
- Fondation Timewise au sein de la fondation Nesta : exposé sur les recherches menées par la fondation sur l'aménagement des modalités de travail, l'égalité et l'inclusion ;
- Réseau Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management (WOCAN) : exposé sur les activités du réseau ayant pour but d'accroître les avantages sociaux et économiques pour les femmes qui participent à des projets de développement économique ou concernant l'environnement ;
- ONU-Femmes : exposé sur les incidences de la pandémie sur les femmes ;
- Conseil canadien des normes : compte rendu de l'atelier organisé par l'Organisation mondiale du commerce sur le rôle des questions de genre dans l'élaboration des normes et les raisons pour lesquelles ces questions ont de l'importance dans la normalisation³.

8. Les spécialistes faisant partie des équipes de projet ont aussi tenu des réunions, tout comme le secrétariat et les responsables de l'Initiative et des équipes de projet.

¹ Voir <https://ic-sd.org/> et <https://virtual.oxfordabstracts.com/#/event/public/1990/program>.

² Voir <https://www.commonwealthstandards.net/news/csn-session-unece-gender-responsive-standards-initiative-30th-march-2021-1300-1400-gmtutc-r140/?tab=comments>.

³ Voir https://www.wto.org/english/tratop_e/tbt_e/wksp_tbt_81220_e.htm.

IV. Signataires de la Déclaration sur les normes et l'élaboration des normes tenant compte des questions de genre

9. Au moment de l'établissement du présent rapport, on comptait 73 signataires de la *Déclaration de la CEE sur les normes et l'élaboration des normes tenant compte des questions de genre*. On trouvera la liste complète des signataires dans l'annexe.

Annexe

Signataires de la Déclaration sur les normes et l'élaboration des normes tenant compte des questions de genre

1. En septembre 2021, les organismes de normalisation des États Membres des Nations Unies suivants avaient signé la Déclaration :
 - Afrique du Sud – South African Bureau of Standards
 - Albanie – Direction générale de la normalisation
 - Allemagne – Deutsches Institut für Normung
 - Argentine – Instituto Argentino de Normalización y Certificación (Institut argentin de normalisation et de certification)
 - Autriche – Austrian Standards International
 - Bolivie – Instituto Boliviano de Normalización y Calidad
 - Bosnie-Herzégovine – Institut de normalisation de Bosnie-Herzégovine
 - Botswana – Botswana Bureau of Standards
 - Brésil – Associação Brasileira de Normas Técnicas
 - Canada – Conseil canadien des normes
 - Chypre – Organisation de normalisation
 - Colombie – Instituto Colombiano de Normas Técnicas y Certificación
 - Congo – Office congolais de contrôle
 - Costa Rica – Organisme national de normalisation du Costa Rica
 - Danemark – Danish Standards, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services
 - Équateur – Servicio Ecuatoriano de Normalización
 - Espagne – Asociación Española de Normalización
 - France – Association française de normalisation
 - Gambie – The Gambia Standards Bureau
 - Géorgie – Agence nationale géorgienne des normes et de la métrologie
 - Honduras – Organismo Hondureño de Normalización
 - Inde – Bureau of Indian Standards
 - Irlande – National Standards Authority of Ireland
 - Islande – Icelandic Standards
 - Israël – The Standards Institution of Israel
 - Italie – Comitato Elettrotecnico Italiano
 - Italie – Ente Italiano di Normazione
 - Lettonie – Latvian Standard
 - Lituanie – Lithuanian Standards Board
 - Luxembourg – Institut luxembourgeois de la normalisation
 - Madagascar – Bureau des normes de Madagascar
 - Mali – Agence malienne de normalisation et de promotion de la qualité

Malte – Malta Competition and Consumer Affairs Authority
Maroc – Institut marocain de normalisation
Maurice – Mauritius Standards Bureau
Mexique – Dirección General de Normas
Mozambique – Instituto Nacional de Normalização e Qualidade
Norvège – Standards Norway
Nouvelle-Zélande – Comité national de la Nouvelle-Zélande à la CEI
Nouvelle-Zélande – Standards New Zealand
Papouasie-Nouvelle-Guinée – National Institute of Standards and Industrial Technology
Pays-Bas – Netherlands Standardization Institute
Portugal – Instituto Português da Qualidade
République de Moldova – Institut de normalisation de Moldova
République dominicaine – Instituto Dominicano para la Calidad
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord – British Standards Institution
Rwanda – Rwanda Standards Board
Sainte-Lucie – Saint Lucia Bureau of Standards
Saint-Kitts-et-Nevis – Saint Kitts and Nevis Bureau of Standards
Sénégal – Association sénégalaise de normalisation
Serbie – Institut de normalisation de Serbie
Suède – Swedish Institute for Standards
Suisse – Association suisse de normalisation
Thaïlande – Institut thaïlandais des normes industrielles
Togo – Agence togolaise de normalisation
Trinité-et-Tobago – Bureau of Standards
Turquie – Türk Standardlari Enstitüsü
Uruguay – Instituto Uruguayo de Normas Técnicas

2. En septembre 2021, les organismes internationaux de normalisation suivants avaient signé la Déclaration :

amfori

ASTM International

Comité européen de normalisation (CEN) et Comité européen de normalisation électrotechnique (CENELEC)

Commission électrotechnique internationale (CEI)

Fairtrade Labelling Organizations International

Organisation internationale de normalisation (ISO)

Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN)

Rainforest Alliance

Responsible Jewellery Council (RJC)

Round Table on Responsible Soy Association (RTRS)

The Gold Standard

The Standards and Metrology Institute for the Islamic Countries (SMIC)

Union internationale des télécommunications (UIT)

Verra

Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management
(WOCAN)
